

## Réagir

Nous étions trois cents, ou un peu plus, à la manifestation parisienne du 1<sup>er</sup> juillet contre l'intervention française au Rwanda. Il y a eu, dans quelques autres villes, comme Saint-Nazaire, des mobilisations rapides et unitaires. Ces derniers jours, un certain nombre d'ONG ont à nouveau dénoncé la politique militaire menée par Paris (voir en page 3). Mais quel gouffre entre l'extrême gravité des faits et la faiblesse des réactions !

La manifestation parisienne s'est menée sur trois mots d'ordre : le retrait des troupes françaises du Rwanda et des pays limitrophes, l'arrêt du soutien aux responsables des massacres, la fourniture d'une aide matérielle au peuple rwandais. Un large accord pouvait se faire autour de telles exigences, proprement élémentaires. Et pourtant, ce sont essentiellement des organisations africaines qui ont finalement appelé à la manifestation parisienne (dont la FETAF, la Communauté rwandaise en France, le Forum panafricain pour la démocratie). En ce qui concerne les organisations françaises, seules Lutte ouvrière et la LCR se sont définitivement engagées et sont venues, dans la rue, affirmer leur solidarité.

Les principales organisations de gauche ont refusé de se mobiliser, alors que l'Etat français a armé et continue de couvrir un régime dictatorial qui a massacré les opposants politiques et qui a

qualifié, sans ambages, de véritable génocide. Alors que nul ne peut invoquer la surprise et le manque de temps, une telle passivité est inadmissible.

Durant une semaine, tous les efforts ont été faits pour que cette manifestation parisienne soit la plus large et la plus unitaire. Mais le PS, bien sûr, soutient la position de Mitterrand et Kouchner, plus ultra encore que celle de Balladur. SOS-Racisme, dont les dirigeants ont cosigné une tribune bien prudente dans *Le Monde* du 6 juillet, a fait silence sur la manifestation, ses militants étant sans doute trop occupés à préparer la fête du PS. La FSU n'a finalement pas voulu s'engager, tout comme les Verts. Le PCF, après un meeting solitaire contre la politique française au Rwanda, ne veut s'engager dans la rue... que pour une manifestation, le 12 juillet, contre la présence de soldats allemands de l'Eurocorps lors du défilé du 14 ! Quant à l'AFASPA, au CNID et au MRAP, originellement signataires de l'appel à manifester, ils se sont retirés sans grandes explications.

La gauche française donne aujourd'hui un bien triste spectacle, paralysée qu'elle est quand il faut réagir, et fermement, contre la politique néocoloniale de la France en Afrique. Quand, aussi, les impasses et les contradictions de l'intervention française éclatent au grand jour. Baumel, éléphant du RPR, et Giscard, qui

connaît la région depuis le temps où Bokassa payait en diamants, demandent eux-mêmes le repli des troupes françaises sur la frontière, avant que cela ne tourne trop mal pour elles : l'armée de la dictature est en déroute, le FPR contrôle les trois-quarts du pays et met en avant une solution politique (un gouvernement d'union sans les massacreurs). L'alibi humanitaire perd toute crédibilité devant le positionnement agressif des unités d'élite françaises engagées à Gikongoro.

Directement compromise (à commencer par le PS) ou dramatiquement passive, la gauche continuera-t-elle à abandonner la question rwandaise à un face-à-face entre l'Élysée et les diverses composantes de la droite au pouvoir ?

Les organisations africaines en France préparent de nouvelles initiatives pour les jours et les semaines qui viennent. La LCR se mobilisera à leur côté et continuera à faire tout ce qu'elle peut pour rassembler de nouvelles forces. Afin que les auteurs de l'un des plus terribles génocides de cette fin de siècle ne reste pas impunis. Afin que les complicités françaises ne soient pas oubliées. Afin que le peuple rwandais reçoive, enfin, l'aide dont il a besoin, libéré du chantage et des pressions exercés par la France néocoloniale.

Alain Mathieu et  
Pierre Rousset

